

LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

ON DEMANDE L'ÉTABLISSEMENT D'UN PROGRAMME D'AGRO-OBLIGATIONS

M. Lee Clark (Brandon-Souris): Madame le Président, comme le gouvernement a très souvent refusé de fournir à la Société du crédit agricole des fonds suffisants pour répondre aux nombreuses demandes de prêt que lui présentent les agriculteurs canadiens aux prises avec des difficultés financières, le moins qu'il puisse faire maintenant c'est de mettre immédiatement en œuvre un programme d'obligations pour l'expansion de l'entreprise agricole. En fait, le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a déclaré qu'il appuyait personnellement le principe d'obligations destinées à prêter des capitaux aux agriculteurs à des taux d'intérêt réduits. Mais il a dit cela en mars 1982, soit il y a plus d'un an, et les agriculteurs canadiens font maintenant faillite en nombres sans précédent tandis que le gouvernement tergiverse. Est-il besoin de rappeler que près de 300 agriculteurs, dont 35 dans ma province du Manitoba, ont jusqu'ici fait faillite cette année?

• (1410)

Pour que le programme d'obligations pour l'expansion de l'entreprise agricole fonctionne bien, nous recommandons au gouvernement d'offrir des exemptions ou des déductions fiscales susceptibles d'encourager les agriculteurs et autres épargnants à prêter leurs économies à la SCA et au programme d'obligations pour l'expansion de l'entreprise agricole, et de renoncer à imposer les gains en capital si la portion imposable est investie pour au moins cinq ans.

Le ministre de l'Agriculture a dit qu'il appuyait cette idée d'une manière générale. Les agriculteurs l'approuvent très certainement et nous, du parti progressiste conservateur, la prôtons depuis longtemps. Il ne reste plus au cabinet qu'à en faire une priorité. Les agriculteurs canadiens en ont assez des paroles creuses du gouvernement. Ils veulent des mesures concrètes.

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES

LES MISSILES À OGIVES MULTIPLES

M. Paul E. McRae (Thunder Bay-Atikokan): Madame le Président, un MIRV est un missile à ogives ou véhicules de rentrée multiples pouvant être dirigés chacun sur un objectif indépendant. Par exemple, un seul missile MX muni de dix ogives pourrait détruire dix villes soviétiques.

Selon une étude réalisée par le bureau du budget du Congrès américain, les États-Unis vont se débarrasser entre 1983 et 1988, de 143 missiles Titan et Minuteman III Mark 12, soit un total de 343 ogives.

Aux termes de la proposition de réduction de l'arsenal militaire du président Reagan, si deux missiles sont détruits et qu'on en ajoute un, cela représente une perte nette de 72 missiles... Cela semble positif! Les 343 ogives contenues dans les missiles Titan et Minuteman seront remplacées par 710 ogives sur le missile intercontinental MX, ce qui représente un apport net de 367 ogives emmagasinées dans leurs silos. Belle réduction, en effet!

Des deux côtés, toutes sortes de propositions insensées ont été formulées, surtout lorsque les superpuissances remplacent

Article 21 du Règlement

des armes usées, vieilles et désuètes comme le Titan ou les S.S.4 et 5 pour faire croire au reste du monde qu'elles prennent au sérieux le désarmement nucléaire. Il est grand temps que les puissances intermédiaires leur fassent comprendre avec le plus de virulence possible que ce genre de marchandage simulé est inadmissible et ne fait que contribuer à l'accroissement dangereux et interminable des armements nucléaires.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE

LA NÉCESSITÉ D'AIDER LES AGRICULTEURS

L'hon. Roch La Salle (Joliette): L'été dernier, madame le Président, la Société du crédit agricole demandait d'emprunter 600 millions de dollars sur les marchés financiers, mais le ministère des Finances ne lui a donné l'autorisation que pour 250 millions. Je désire signaler que plusieurs agriculteurs, bien sûr, ont bénéficié des programmes temporaires de taux d'intérêt de l'ordre de 4 p. 100 et de 5 p. 100, mais seulement pour une période de deux ans, et ce à partir de novembre 1981. Étant donné les circonstances, on comprendra l'insistance que nous manifestons au sujet de l'aide que nous voudrions que le gouvernement apporte aux agriculteurs lorsqu'il est question de prêts agricoles.

Je dois déplorer, madame le Président, le manque d'intérêt qu'ont manifesté le ministre de l'Agriculture et le gouvernement envers les problèmes et les difficultés auxquels feront face plusieurs agriculteurs dès cette année. Ils ont bénéficié de ces programmes temporaires, mais ces derniers doivent se terminer cette année et devront être remboursés à des taux d'intérêt de 16¼ p. 100. Étant donné les circonstances, j'ose espérer, madame le Président, que mes instances auprès du ministre de l'Agriculture (M. Whelan) et du ministre des Finances (M. Lalonde) leur feront comprendre l'importance de cette question, et qu'ils manifesteront beaucoup plus de compassion à l'égard d'une classe d'individus, la classe agricole, et de l'importance de la survie de l'agriculture au Canada.

* * *

[Traduction]

LA CONDITION FÉMININE

LE 10^E ANNIVERSAIRE DE L'AFFAIRE MURDOCH

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Madame le Président, le 2 octobre était le dixième anniversaire de l'une des causes les plus tristement célèbres de l'histoire juridique du Canada, soit l'affaire Murdoch.

Il y a dix ans, en effet la Cour suprême du Canada a refusé de faire justice à une femme qui, outre le fait qu'elle s'occupait de tout le travail de la maison et prenait soin de ses enfants, faisait les foins, s'occupait du râtelage et du fauchage, marquait le bétail au fer, le vaccinait et conduisait le tracteur. Son mari prétendait que c'était le travail ordinaire de l'épouse d'un éleveur et qu'elle n'avait donc pas droit à la moindre partie des biens acquis grâce au travail conjoint du couple, mais détenus au nom du mari. Malheureusement, tous les juges de la Cour suprême du Canada, à l'exception du juge Laskin, ont donné gain de cause au mari.